LANGOUËT Gabriel. *Cinquante ans d'école, et demain ?*

Paris : Fabert, 2008. – 203 p.

André D. Robert

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfp/2074>

DOI : 10.4000/rfp.2074

ISSN : 2105-2913

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2008

Pagination : 171-172

ISBN : 978-2-7342-1136-5

ISSN : 0556-7807

Référence électronique

André D. Robert, « LANGOUËT Gabriel. *Cinquante ans d'école, et demain ?* », *Revue française de pédagogie* [En ligne], 164 | juillet-septembre 2008, mis en ligne le 14 octobre 2010, consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rfp/2074> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rfp.2074>

Ce document a été généré automatiquement le 25 septembre 2020.

© tous droits réservés

LANGOUËT Gabriel. *Cinquante ans d'école, et demain ?*

Paris : Fabert, 2008. – 203 p.

André D. Robert

RÉFÉRENCE

LANGOUËT Gabriel. *Cinquante ans d'école, et demain ?* Paris : Fabert, 2008. – 203 p.

- 1 À l'automne 2003 s'était tenu à l'université Paris-Sorbonne un colloque, organisé par Gilles Combaz, Georges-Louis Baron et moi-même, autour de Gabriel Langouët, à l'occasion de son départ à la retraite. Le sociologue d'orientation principalement quantitativiste, quoique très soucieux de comprendre les mécanismes de fonctionnement internes à la « boîte noire » de l'école (d'où ses rapprochements et collaborations avec les spécialistes du curriculum, telle Viviane Isambert-Jamati¹) s'était livré – au cours d'une table ronde que j'avais animée – à un exercice original d'entremêlement de propositions scientifiques issues de ses travaux sur trois décennies et de morceaux de son histoire de vie, évidemment centrés sur son parcours scolaire et universitaire. Des raisons indépendantes de la volonté des organisateurs – comme on dit par euphémisme – ont fait que les riches et diverses contributions à ce colloque (celles notamment de Roger Establet, Alain Léger, Claude Lelièvre, Eric Plaisance, celles aussi de Louis Porcher et Georges Snyders et d'autres encore) n'ont jamais été publiées. D'une certaine manière, le livre que signe aujourd'hui Gabriel Langouët aux éditions Fabert se substitue, en l'étoffant substantiellement, à son intervention d'alors. L'ouvrage, consacré à *Cinquante ans d'école*, présente en effet l'originalité, tout en traitant essentiellement de l'évolution des politiques éducatives au cours de la période qui couvre la Cinquième République (avec une brève et nécessaire incursion explicative en amont), de retracer, sur un mode à la tonalité forcément différente, cinquante ans de carrière dans l'Éducation nationale, depuis les débuts comme instituteur en 1954 jusqu'aux fonctions de professeur et de vice-président de l'université Paris Descartes,

en passant par la responsabilité de directeur adjoint de collège. Cela nous vaut, (en signalant au lecteur le changement de regard), à la fin de chaque chapitre, un commentaire plus subjectivé de la façon dont ont pu être vécues par l'auteur – sur différents terrains et à différents niveaux de responsabilité – les nombreuses réformes de ce demi-siècle. Fidèle cependant à la ligne objectivante caractéristique de l'ensemble de sa production scientifique (que nous ne saurions lui reprocher), Langouët tient à préciser, et comme à s'excuser : « J'ai décidé de fournir, au fur et à mesure des pages, les éléments essentiels, et quelque peu dépersonnalisés [*sic*], de mon parcours scolaire et professionnel [...] Le lecteur [pourra], s'il le préfère, [...] "sauter" ces quelques pages ». Qu'il nous soit permis de regretter, tout en la respectant, cette pudeur, car ces pages personnelles sont précieuses, témoignant d'un engagement de l'enseignant et du chercheur qui puise ses racines dans le parcours même qu'il a accompli depuis l'enfance. Engagement tout à fait compatible avec la posture scientifique, ainsi que le montre abondamment la réflexion épistémologique contemporaine, et ce dont témoigne l'intégralité du livre qui – au terme des analyses statistiques du système éducatif qu'il produit – n'hésite pas à prendre position, d'où le sous-titre : *et demain ?*

- 2 Concernant la Cinquième République, chaque chapitre correspond à une séquence politique (de Gaulle puis Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand, Chirac) et se déroule conformément à une structure volontairement identique, ce qui rend aisées les comparaisons entre périodes et fait de l'ouvrage un outil pratique : réformes et politiques menées dans le champ de l'éducation, évolution de la recherche en sciences et principalement en sociologie de l'éducation (brèves bibliographies, n'excluant pas une bibliographie finale), évolution des fréquentations scolaires et universitaires, résultats globaux des évolutions effectuées, relativement aux niveaux atteints et aux diplômes obtenus, enfin, mesure de la démocratisation scolaire effectuée. Langouët reste attaché à des concepts classiques dont il a été l'un des principaux promoteurs dans le milieu des sciences de l'éducation, concepts recouvrant chacun une idée de mouvement : « démographisation » (rapport, à un moment donné, entre le nombre de scolarisables et de scolarisés, le nombre de reçus à un examen et le nombre de ceux qui auraient pu s'y présenter, etc.) ; « démocratisation » (rapprochement des chances des groupes sociaux qui n'ont pas les mêmes chances par rapport à certains accès internes au système scolaire). C'est donc de ce double point de vue de la « démographisation » et de la « démocratisation » que les analyses des politiques scolaires sont menées et évaluées, ce qui n'étonnera pas de la part de l'auteur de *La démocratisation de l'enseignement aujourd'hui*² et de *Mesure et statistique en milieu éducatif*³. De même, une place importante est accordée, dans les analyses et les bilans des politiques, aux rapports public/privé, dont on sait qu'avec Alain Léger, Gabriel Langouët y a consacré deux livres qui ont fait date dans les années quatre-vingt-dix⁴. Si l'on peut regretter que les sources des statistiques utilisées (issues de la DEP ou d'autres instances officielles, calculées ou recalculées par l'auteur, etc.) ne soient pas mentionnées, il ne fait pas de doute qu'elles fournissent au lecteur des points d'appui indispensables, opportunément synthétisés, pour apprécier la validité des jugements qui lui sont proposés ou pour entrer en réflexion critique. Au total, selon Langouët, le système éducatif français ne mérite ni excès d'honneur ni indignité et, d'une certaine façon, on pourrait dire que le sociologue se situe à mi-chemin entre l'optimisme d'Eric Maurin⁵ et le relatif pessimisme de Marie Duru-Bellat⁶. Pour lui, l'école française a incontestablement progressé tant en termes de « démographisation » que de « démocratisation », les chances de scolarisation des jeunes, tous niveaux confondus, étant passées de moins de

deux tiers à plus de 90 % entre 1958 et 2006, la démocratisation de son côté ayant maintenu une progression, quoique ralentie par rapport à la décennie antérieure, jusqu'en 1995 avant de reculer assez sensiblement. Du chemin reste donc à parcourir pour mettre en œuvre les principes de justice et de démocratie dont se réclame avec force G. Langouët.

- 3 En termes de propositions, celui-ci recommande d'abord de ne pas traiter par le simple mépris de la critique méthodologique les résultats des enquêtes internationales qui placent la France en position moyenne, pointent des faiblesses relatives à la mise en situation des savoirs scolaires par les élèves et soulignent – par rapport aux pays les mieux placés – un ratio dépenses/performances (la mesure de l'efficacité) qui nous est désavantageux. Car, même s'il existe des biais dus aux méthodes et si leur critique scientifique reste nécessaire, ces résultats indiquent une tendance qui exige de sérieux correctifs. Langouët, qui a écrit son livre comme une intervention dans la campagne des élections présidentielles de 2007, en expose quelques-uns, tous rapportés à ses convictions civiques en faveur de la démocratisation, devant offrir aux catégories sociales les moins avantagées les possibilités d'accéder le plus également possible aux filières les plus valorisées : pas de suppression de la carte scolaire, pas de redoublement, une discrimination positive contrôlée, nécessité d'une vraie politique de socle commun, croyance en la valeur du fonctionnement par projet (pour autant que celui-ci ne concerne pas seulement l'établissement scolaire, mais l'ensemble d'une zone incluant municipalité, associations, bibliothèques, centres culturels), nécessité d'enseignements optionnels au collège – qui doit rester « unique » – sans établir de hiérarchie entre les options, caractère formatif plutôt que sommatif donné à l'évaluation scolaire à différents niveaux, orientation positive vers le secteur professionnel avec « droit au retour » à des études prolongées après obtention d'un diplôme, abondement du budget de l'enseignement supérieur pour permettre à la France de tenir un rang dans la compétition mondiale et confiance dans les universitaires pour affronter les défis de la professionnalisation dont il est montré que l'université française ne les a pas systématiquement ignorés, comme le veut une idée reçue, etc. Ce résumé des propositions n'est pas exhaustif ; il indique que le lecteur trouvera dans ce livre à la fois matière à se fonder sur des données objectives extrêmement utiles, et matière à débattre implicitement avec l'auteur, analyste engagé comme scientifique et comme citoyen.

NOTES

1. Voir le numéro spécial d'*Études de linguistique appliquée*, n° 54, 1984.
2. Langouët G. (1994). Paris : ESF.
3. Porlier J.-C. & Langouët G. (1996). Paris : ESF.
4. Langouët G. (1991). *Public ou privé ?* La Garenne-Colombes : Éd. de l'Espace européen, repris sous les titres :
 - Langouët G. (dir). (1994). *Public ou privé ? Élèves, parents enseignants*. Paris : Fabert.
 - Langouët G. & Léger A. (1997). *Le choix des familles : École publique ou école privée ?* Paris : Fabert.

5. Maurin É. (2008). *La nouvelle question scolaire : Les bénéfices de la démocratisation*. Paris : Seuil.
 6. Duru-Bellat M. (2006). *L'inflation scolaire : Les désillusions de la méritocratie*. Paris : Seuil.
-

AUTEURS

ANDRÉ D. ROBERT

UMR Éducation et Politiques
Université Lyon 2/INRP